



## Billet d'humeur

[www.financespubliques.cgt.fr/23/](http://www.financespubliques.cgt.fr/23/)

### Billet d'humeur

En 2018, la Creuse va perdre 17 emplois; pas tout à fait, c'est plutôt 14 car dans sa grande générosité, la direction a créé 3 postes de cadres supérieurs qui compensent largement les suppressions d'emplois...

La Direction départementale applique d'abord la tactique de l'éparpillement: les suppressions d'emplois concernent l'ensemble du réseau mais heureusement les applications informatiques et les mesures de simplification mises en place permettent de compenser les pertes d'emplois!!!

De qui se moque-t-on ?!! Des citoyens que notre administration ne veut plus voir dans nos murs et les renvoie sur internet, merci le service public! Des agents que la Direction balance d'un service à un autre au gré du vent, qui travaillent dans des conditions déplorables.

Mais que l'on se rassure, le Tableau de Bord de Veille Sociale existe et il s'étoffe: c'est bien joli mais c'est pour l'instant inopérant : cela reste un outil de communication. Quid des analyses réalisées? Quid des soi-disants plans d'action... Sur certains sujets, les directions peuvent effectivement être opérantes et tant mieux. Mais existent-ils des plans d'actions réalistes et opérants lorsque le constat est une hausse du stress et de la surcharge de travail, directement imputables aux politiques de suppression d'emplois?

La Direction sait bien qu'un poste comptable composé de deux agents n'est pas viable : c'est le second point car après l'éparpillement, c'est la technique de pourrissement : dans quelques mois notre chère direction va rencontrer les élus locaux pour expliquer que tel poste n'est pas viable et qu'elle a décidé de fermer ce dernier; bien sûr pour compenser cette fermeture, il y aura la mise en place d'une permanence (2 jours par mois).

Il est clair que les territoires ruraux sont laissés sur le bord de la route, ils ne comptent pas. Or le rôle de l'Etat est de faire en sorte qu'aucun territoire ne soit abandonné ; mais nous n'avons pas la même conception du service public. D'ailleurs le Cap 2022 est éloquent: "perte de missions, externalisation de missions,..."

En ce qui concerne la Creuse, il ne faut pas se leurrer, à moyen terme, la DDFIP n'existera plus. Ainsi, que nos cadres supérieurs ne comprennent pas l'inquiétude des agents sur leur devenir au sein de la DDFIP, est totalement absurde. Peut-être sont-ils trop occupés à gérer leur propre carrière.

Bien sûr en cette veille de fêtes, il serait tentant de croire au père Noël, car nous avons affaire au père fouettard. Affaire à suivre...